



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 8 avril 2019

Leur « grand débat » prend fin ? Le combat continue !

Le « grand débat » de Macron n'en finit pas de finir. Visite de Macron en Corse boycottée par une bonne partie des élus, séance de « restitution » des débats au Grand Palais, à sa manière, par Edouard Philippe ce lundi 8 avril, où il parle « d'exaspération fiscale », mais se garde bien d'annoncer le rétablissement de l'Impôt sur la fortune... Puis mi-avril pour les premières annonces gouvernementales, et encore, cela pourrait durer jusqu'à l'été. Le calcul de Macron, en lançant ce « grand bla-bla », c'était de jouer la montre et d'attendre que la contestation des Gilets jaunes s'éteigne. Sauf que cela n'a pas été le cas. Malgré la répression policière, malgré les campagnes de dénigrement, le mouvement des Gilets jaunes est bel et bien là, toujours au rendez-vous dans les rues les samedis, à La Défense samedi dernier. Il s'organise et débat, comme à Saint-Nazaire ce week-end où plus de 700 délégués de groupes de Gilets jaunes se sont réunis, pour poursuivre le combat contre ce gouvernement des riches.

Les retraites en ligne de mire

Il ne sortira pas grand-chose du « Grand débat » de Macron. En attendant, le gouvernement continue surtout ses attaques contre le monde du travail, avec sa réforme des retraites qui s'approche.

Gérald Darmanin a évoqué la possibilité de reporter l'âge légal de la retraite. Jean-Paul Delevoye, chargé de préparer la réforme, dit, lui, qu'il ne faudrait pas décider un tel report. Il faut croire que certains craignent les réactions que pourrait provoquer une telle annonce. Quoi qu'il en soit, le gouvernement compte bien réduire le montant des retraites en jouant sur les règles de calcul des pensions. Déjà l'âge de départ de 62 ans est largement virtuel pour bon nombre de salariés, pour qui il faut réunir pas moins de 43 annuités de cotisations pour accéder à une retraite dite « à taux plein ».

On va nous expliquer qu'il serait nécessaire d'accepter des coupes sur nos futures retraites parce qu'il y aurait trop de retraités par rapport au nombre d'actifs. On nous répète que comme l'espérance de vie s'allonge, il serait inéluctable de devoir partir à la retraite plus tard, ou avec une pension moindre, ou les deux.

Mais c'est cette société capitaliste qui ne tourne pas rond, elle qui condamne une part importante des travailleurs au chômage et aux petits salaires, ce qui pèse sur les rentrées des caisses de retraite. Quelle logique y a-t-il à laisser les jeunes dans la précarité d'un côté, pour travailler à plus de 60 ans de l'autre ?

Pour Macron et sa classe sociale, l'ordre des choses, c'est de prendre sur le niveau de vie des classes populaires tandis que les grands patrons bénéficient de retraites chapeaux chiffrées en millions. Rien de naturel à tout cela. Leur ordre, il faut le refuser !

Les écoles et lycées sacrifiés

La persistance de la mobilisation des Gilets jaunes contribue à ce que la contestation sociale reste dans l'air, toujours vivace. La mobilisation des enseignants face aux réformes du ministre Jean-Michel Blanquer et le manque de moyens monte aussi en puissance, comme on l'a vu dans les manifestations et grèves du jeudi 4 avril. La jonction des colères, tous ensemble, voilà qui pourrait changer la donne.

Des deux côtés de la Méditerranée

En Algérie, la mobilisation populaire est parvenue à repousser toutes les tentatives de laisser Bouteflika à la présidence : il n'a plus eu d'autre choix que de démissionner. Mais le peuple algérien est bien conscient qu'il ne suffit pas de dégager un président pour faire changer les choses. Il continue à se mobiliser aussi fortement. Les dirigeants algériens s'inquiètent, ne sachant plus comment en finir de cette contestation.

Une inquiétude que doit partager Macron. Car des travailleurs d'Algérie, nous pouvons prendre exemple.

Un avant-propos pas très à-propos

Lors des entretiens « objectifs », on nous demande de confirmer qu'on a bien lu la charte éthique du groupe Renault. Ô surprise, cette année, il manque un élément essentiel de ce document : « l'avant-propos » signé par Carlos *himself*, nous enjoignant de nous « comporter de façon exemplaire » et d'être « tous garants des lois, des règlements et des normes ». Mais comment veulent-ils qu'on ait des repères « éthiques » sans ces quelques lignes émouvantes de notre ex-PDG ? Nous sommes perdus, déboussolés...

Il est grand temps que les travailleurs écrivent la postface de ce système capitaliste pourri jusqu'à l'os. On s'y met quand ?

Aboyeur d'ordres

Avec la multiplication des secteurs sous-traités, la direction ne donne comme perspective à de plus en plus de salariés Renault que de devenir « donneur d'ordres » de prestataires. Au L39-40, il y en a un à qui c'est visiblement monté à la tête et qui voudrait faire régner sa loi, à coup de propos dégradants ou sexistes. Pour l'instant, ça pousse des sous-traitants vers la sortie.

Mais le ras-le-bol pourrait bien mener à une réaction collective. Et ceux qui aspirent à devenir « petits chefs » pourraient vite déchanter.

Réfugiée d'honneur

Après Carlos, c'est au tour de Carole Ghosn d'avoir des ennuis avec la justice japonaise. De l'argent de Nissan aurait été détourné vers une société écran à son nom. Il faut croire qu'elle n'avait pas la conscience tranquille, puisqu'invitée par des procureurs à témoigner volontairement, elle a pris la fuite avec l'aide de l'ambassadeur de France qui l'a accompagnée jusque dans l'avion.

Les autorités françaises sont généralement moins tendres avec les réfugiés qui fuient la guerre et la misère. Laissés à la dérive dans la Méditerranée, pourchassés par la police, enfermés ou expulsés, ils n'ont pas droit à un tel traitement. Mais dans cette société capitaliste, un passeport américain et un gros compte en banque ça ouvre les frontières, à défaut des portes de prison...

Tout ça pour ça !

Au bout de 3 mois de « Grand débat », le gouvernement a présenté en grande pompe ses conclusions. Alors que les Gilets jaunes se battent contre la vie chère et les injustices sociales, Macron et Philippe parlent... de baisser les impôts et de revenir sur la limitation à 80km/h. Exit le rétablissement de l'ISF, l'augmentation des salaires ou la baisse des taxes comme la TVA !

Décidément, ils ne comprennent vraiment rien. Pour faire entendre notre colère, il va falloir passer à la vitesse supérieure dans la mobilisation !

La démocratie représentative... de la bourgeoisie

La semaine dernière la télévision publique avait organisé un débat entre, soi-disant, toutes les têtes de listes pour les élections Européennes. Mais Nathalie Arthaud, tête de liste de *Lutte ouvrière*, n'a pas été invitée à y exprimer

nos intérêts. La démocratie bourgeoise n'est qu'une vaste fumisterie, car même si la partie de la population qui dispose de la nationalité Française a le droit de vote, ce sont les possédants qui choisissent les questions et les candidats. Quand un candidat défendant les intérêts des travailleurs réussit quand même à se présenter, les médias, tous entre les mains des grands groupes capitalistes ou de l'État bourgeois le font passer à l'arrière-plan derrière les candidats de leur choix.

Voter pour ces beaux parleurs ne changera rien, pour défendre nos intérêts, c'est le Premier mai en compagnie des Gilets jaunes qu'il faudra manifester.

La bourgeoisie a ses têtes

Parmi toutes ces têtes de liste, les organisateurs du débat avaient bien pris soin d'inviter les têtes de nœuds : ceux d'extrême-droite qui se prétendent « anti-système » et veulent nous faire croire que le nationalisme, les valeurs réactionnaires et la chasse aux immigrés sont des remèdes face à la dégradation des conditions de vie et de travail. Ces soi-disant « anti-système » sont bien utiles pour la bourgeoisie, car ils ne parlent jamais (et pour cause) de remettre en question les intérêts des capitalistes qui s'enrichissent sur notre dos. C'est le genre d'opposition que Macron veut avoir face à lui aujourd'hui et que la classe dirigeante n'hésiterait pas à soutenir s'il fallait réprimer violemment une contestation d'ampleur.

Nous ne sommes pas dupes : tous ces réactionnaires ne sont pas du côté des travailleurs.

Le niveau baisse... le nombre de postes aussi

D'après une étude récente, le niveau des élèves en maths se serait effondré... Une baisse qui, comme d'habitude, a été attribuée aux enseignants. Pourtant, le ministère de l'Éducation Nationale prévoit en 2019 une diminution tout aussi vertigineuse de 1000 postes ouverts aux concours de l'enseignement. Pour le gouvernement, ces 2 baisses parallèles depuis des années n'ont rien à voir...

Les profs qui se mobilisent actuellement contre les suppressions de poste et les réformes de Blanquer ont bien raison de refuser ces économies réalisées sur le dos des jeunes. Aux parents de les rejoindre dans la lutte !

L'autre réforme des retraites

Alors que le PDG d'Airbus va toucher 26,3 millions d'euros de retraite chapeau, le ministre de l'économie a annoncé une réforme de cette sorte de complément de retraite versé annuellement à vie aux ex-PDG. Il prévoit de plafonner les versements de retraite chapeau à 30 % de leur rémunération annuelle. Un peu moins que ce que préconise actuellement le MEDEF dans son code de bonne conduite des patrons. Mais les PDG parviendront quand même à boucler les fins de mois ! Ils auront même une compensation : la portabilité des droits à la retraite chapeau qu'ils pourront garder quand ils iront vendre chèrement leurs services ailleurs.

De l'autre côté, le gouvernement prépare une nouvelle réforme des retraites qui prévoit de nous faire travailler plus longtemps, sous prétexte qu'il faut financer les pensions. Pourtant on voit bien que de l'argent pour nos retraites il y en a, dans les caisses des entreprises !